

ARRÊTE DU 27 SEPTEMBRE 2019

portant prolongation des mesures prises par l'arrêté n°2019/2351 du 25 juillet 2019 relatif aux travaux de pose d'armoires pour la fibre Orange effectués par l'entreprise MARRON, dans diverses rues, du 12 août au 27 septembre 2019.

LE MAIRE DE LA VILLE DE LAON,

- VU les dispositions du code général des collectivités territoriales, notamment celles en matière de police,
- VU le code de la voirie routière,
- VU le code de la route,
- VU l'arrêté municipal du 15 janvier 2018 réglementant la circulation et le stationnement dans la ville de LAON ainsi que ceux le modifiant ou le complétant,
- VU l'arrêté n°2019/2351 du 25 juillet 2019 relatif aux travaux de pose d'armoires pour la fibre Orange effectués par l'entreprise MARRON, dans diverses rues, du 12 août au 27 septembre 2019.

CONSIDÉRANT que les travaux ne seront pas terminés à la date prévue par l'arrêté sus-visé.

ARRETE

- ARTICLE 1 :** Les mesures prises par l'arrêté n° 2019/2351 du 25 juillet 2019 sont prolongées jusqu'au samedi 26 octobre 2019.
- ARTICLE 2 :** La circulation des véhicules de toute nature se fera en restriction de chaussée et le stationnement sera interdit au droit des travaux, boulevard Pierre Brossolette, boulevard de Lyon, rue Jean Moulin, avenue Gambetta, rue Pasteur, rue de Bousson, rue Jules Romain, cité d'Enfer, rue Nestor Gréhan, route de la Fère, rue Fernand Christ, rue Jean Martin, jusqu'au samedi 26 octobre 2019 à 18 heures.
- ARTICLE 3 :** Les signalisations réglementaires en vigueur au code de la route et les pré-signalisations, en tant que de besoin, seront mises en place par l'entreprise chargée d'effectuer les travaux qui devra de même assurer un passage sécurisé aux piétons.
- ARTICLE 4 :** L'entreprise MARRON sera tenue pour seule responsable des incidents pouvant survenir du fait de négligence ou d'une insuffisance de protection.
- ARTICLE 5 :** Pendant toute sa durée de validité, le permissionnaire aura obligation d'afficher la présente autorisation.
- ARTICLE 6 :** Conformément à l'article R 421-1 du code de Justice Administrative, tout intéressé dispose d'un délai de deux mois pour contester cet arrêté auprès du tribunal administratif d'Amiens.
- ARTICLE 7 :** Le Directeur général des services de la ville de LAON, le Directeur départemental de la sécurité publique, ainsi que les agents placés sous leur autorité, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.
- ARTICLE 8 :** Un original du présent arrêté sera inscrit au recueil des actes administratifs, un original sera transmis à l'intéressé. Une copie sera adressée à chaque membre chargé de l'exécuter, ainsi qu'au centre de secours principal, au centre hospitalier, aux transports urbains Laonnois, à la régie des transport de l'Aisne et au SIRTOM.

le Maire

Eric DELHAYE

